

# Un président sans réel programme à la tête de l'Ukraine

## LE RÉSUMÉ

Crédité de plus de 73% des votes, Volodymyr Zelenskiy a été élu dimanche 21 avril président de l'Ukraine à une **majorité écrasante**.

Son **inexpérience politique totale** est un atout dans un pays dont la confiance de la population envers ses élites frôle le néant.

Mais c'est aussi une  **Crainte pour la communauté internationale**.

**MATHIEU RADOUBE**  
À KIEV

Comparé tour à tour à Donald Trump, Emmanuel Macron ou encore l'humoriste italien Beppe Grillo, le nouveau Président – l'investiture aura lieu le 6 juin – n'a pourtant rien de comparable à ces personnes. Rien dans son discours ne l'oppose aux institutions européennes ou internationales. Son approche anti-système est avant tout d'ordre national dans un pays gangrené par la corruption, le népotisme et la prédominance des oligarques.

**Dynamique pro-européenne**

Ses dynamiques en matière de politique étrangère, l'une des seules prérogatives présidentielles en attendant les élections législatives du 27 octobre prochain, ne devraient pas différer de celles de son prédécesseur, Petro Porochenko, à l'exception semble-t-il de l'adhésion à l'Otan, pour laquelle il souhaite un référendum populaire.

Pro-européen convaincu, l'un des seuls points fermes d'une campagne au programme flou aura été de rassurer la population ukrainienne et les partenaires internationaux du pays sur sa volonté de poursuivre le processus d'intégration à l'Union européenne et de respecter l'accord d'association.

Ce positionnement lui a d'ailleurs valu la reconnaissance de l'ensemble de la classe politique internationale, d'Emmanuel Macron à Justin Trudeau, en passant par la Fédération de Russie et l'Union européenne elle-même, rassurée par la présence à ses côtés de deux anciens ministres des gouvernements de l'après-Maidan, Alexander Danyliuk et Aivaras Abromavicius, appréciés et respectés tant par la Commission européenne que par le FMI.

Selon ce dernier, qui s'est brouillé avec Porochenko en 2016, Zelenskiy est notamment déterminé à maintenir la coopération avec le FMI, syno-

nyme de stabilité macro-économique.

Son engagement à lutter contre la corruption pourrait également plaire à l'UE s'il est appliqué, elle qui en a longtemps fait sa priorité dans ses relations avec Kiev. Votée au printemps 2018 mais amendée par la cour constitutionnelle cet hiver, la réglementation ne remplit pour l'instant pas l'intégralité du cahier des charges souhaité par Bruxelles. Zelenskiy pourra également utiliser une partie du large plan de réforme engagé par son prédécesseur, nota-

amment la décentralisation qui comporte plusieurs aspects liés à l'accord d'association voté en 2015, portant sur le développement des interactions à l'échelle régionale (smart specialization) et nationale (développement des échanges sur l'axe danubien).

## Contexte géopolitique tendu

Les principales inquiétudes des investisseurs étrangers concernent la réforme du secteur bancaire, principal succès de Porochenko et dont la mesure phare a été la nationalisation de la PrivatBank, la plus importante banque du pays. La proximité entre le nouveau chef de l'État et son ancien propriétaire, l'oligarque Ihor Kholomoïskiy, ainsi qu'une récente

décision d'un tribunal de Kiev d'annuler cette nationalisation font craindre une déstabilisation financière du pays en raison des sommes que l'État aurait à verser à titre de compensation – plus de 3 milliards d'euros, qui s'ajouteraient aux 15 milliards de dollars de remboursement de crédits internationaux prévus pour 2019.

En termes de géopolitique, enfin, le principal chantier de Zelenskiy sera de mettre fin au conflit dans l'est du pays, qui a déjà coûté la vie à plus de 13.000 personnes. Appelé «*candidat du Kremlin*» par son rival durant toute la campagne, ses premiers mots à l'annonce des résultats ont été de promettre de poursuivre l'application des accords de Minsk et de n'envisager de négociations avec Poutine que dans l'intérêt du pays. Sur ce point cependant, il est à craindre que Moscou ne tente d'utiliser son inexpérience politique, aussi bien à l'échelle internationale qu'en influençant la politique intérieure via les forces politiques qui lui sont favorables lors des législatives à venir ou des tentatives d'agitation.

**Son engagement à lutter contre la corruption pourrait plaire à l'UE s'il est appliqué.**